

Jean-François Legrain*

Territoires occupés par Israël : une insurrection à coups de pierres**

Trois déclarations israéliennes faites le même 10 janvier m'ont paru fournir un intéressant point de départ pour tenter de comprendre en quoi ces vingt dernières années ont pu mener à la situation présente dans les territoires occupés.

Ariel Sharon, tout d'abord, affirme que les désordres actuels « ne constituent pas une vague accidentelle » mais plutôt « une situation nouvelle » qui demande des mesures adéquates (entendons par là un durcissement de la répression, l'accélération et l'approfondissement de l'emprise israélienne sur les territoires occupés, à laquelle il a tenu à contribuer symboliquement en s'installant à quelques dizaines de mètres de la mosquée al-Aqçà). Le même jour, une source militaire israélienne reconnaît son impuissance à maîtriser la situation et se plaint en ces termes : « Nous n'avons personne à qui parler de l'autre côté. » Lors de l'analyse des événements en cours, enfin, le conseil israélien des ministres s'entend dire pour la première fois que ce sont beaucoup plus les islamistes que les partisans de l'OLP qui font preuve de l'activisme le plus grand et le plus efficace (*Jerusalem Post*, 11 janvier 1987).

Ces trois déclarations m'ont paru offrir un clair résumé de la situation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la Bande de Gaza après vingt années d'occupation israélienne. La population me semble être parvenue à un tournant de son histoire sous occupation que je carac-

* Chercheur au CEDEJ, Le Caire.

** Ce texte est le résumé d'une communication faite lors d'un colloque franco-égyptien organisé au Caire du 15 au 18 janvier 1988 par le Centre de recherche et d'études politiques de l'université du Caire (Ali Hilal Dessouki) et le Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (CEDEJ, Jean-Claude Vatin) portant sur « Les récentes transformations politiques dans le monde arabe », dont les actes seront publiés dans le *Bulletin du CEDEJ*, n° 23, juin 1988. Nous publierons un second texte de J.F. Legrain dans notre prochain numéro.

tériserai tant par le vide politique institutionnel que par la sanction, par les enfants de l'occupation, de l'échec des vingt dernières années de la lutte de libération nationale. Les élites politiques de tous bords apparaissent tout à coup comme dépassées et impuissantes devant la montée d'un rejet en bloc de l'occupation et d'un processus diplomatique négocié perçu comme compromission et impuissance élevées en principe. L'ampleur du phénomène, pourtant précédé de soubresauts de plus en plus fréquents et significatifs, a pris de court tant les Etats que l'OLP elle-même ; le fait qu'il ait fallu attendre plus d'un mois pour que les « institutions nationales » proches de la centrale palestinienne publient une plate-forme revendicative en est l'un des signes.

Les médiations politiques ayant été détruites, le social brut a resurgi dans un radicalisme insurrectionnel. Ce vide politique est un fruit israélien autant que palestinien et arabe. Dans son refus entêté à reconnaître l'OLP comme interlocuteur et par la permanence de sa politique d'encouragement accordé à un leadership pro-jordanien coupé des masses, Israël, en ce qui le concerne, a écarté de toute autorité publique le seul leadership réellement représentatif. Mais ce vide politique sanctionne également l'échec arabe et palestinien à mener la lutte de libération nationale à son terme ; paralysée par ses dissensions internes et les suspicions entre Palestiniens de l'intérieur et Palestiniens de l'extérieur, l'OLP a contribué à l'effondrement et à la marginalisation de ses partisans dans les territoires occupés. La Jordanie, quant à elle, n'a cherché qu'à tirer profit des faiblesses de l'OLP et des faveurs israéliennes par le truchement de ses partisans liés aux notabilités traditionnelles.

Naissance d'un leadership

Les changements politiques opérés dans les territoires occupés qui ont mené à la situation présente peuvent être articulés en trois grandes étapes¹. Durant les cinq ou six premières années de l'occupation, la population de la rive occidentale s'est raccrochée à la Jordanie, ébranlée qu'elle était par la victoire fulgurante israélienne, le nouvel exil de milliers de familles et la déstructuration de sa société. Défendre coûte que coûte le lien entre les deux rives du Jourdain lui apparaissait alors comme le seul recours pour sauvegarder son arabité, malgré ses nombreux griefs accumulés au long des ans contre le pouvoir hachémite. Israël ne pouvait qu'encourager une telle position ; la normalisation de la vie quotidienne palestinienne et la défense d'une option jordanienne pour une solution globale consti-

1. Parmi les nombreuses publications, voir par exemple Moshé Maoz, *Palestinian Leadership on the West Bank*, Frank Cass, Londres, 1984 ; Shaul Mishal, *The PLO under Arafat*, Yale University Press, Londres, 1986 ; Pamela Ann Smith, *Palestine and the Palestinians, 1876-1983*, Croom Helm, Londres, 1984. On trouvera également des informations régulières dans mes « chronologie palestinienne » parues dans chaque livraison de la *Revue d'études palestiniennes* de 1982 à 1987, ainsi que dans les rapports annuels du *Middle East Contemporary Survey* depuis 1976.

Territoires occupés par Israël

tuaient alors les deux bases de sa politique. Les résultats des élections municipales de 1972 ont d'ailleurs manifesté cette convergence, les notables traditionnels pro-jordanien remportant la majorité des sièges. L'OLP alors en pleine maturation — c'est l'époque où les organisations de guérilla prennent le pouvoir au sein de l'organisation — ne s'intéressait pas encore vraiment aux territoires occupés. Défendant le principe de lutte armée révolutionnaire comme unique moyen de libération nationale, elle se trouve, à cette époque, contrainte à combattre sur deux fronts, israélien et jordanien à la fois².

A partir de 1973, l'OLP s'oriente vers l'adoption du principe de solution négociée comme arme tactique vers une libération nationale par étapes. Elle entreprend alors de conquérir sa place face à la Jordanie et manifeste pour la première fois un intérêt réel aux territoires occupés. La population accorde massivement son soutien à cette nouvelle OLP, dynamisée tant par ses succès diplomatiques à l'extérieur que par l'activité de grandes figures charismatiques de l'intérieur (Bassâm Chakaa, Karim Khalaf, etc.). Une nouvelle élite, plus jeune et à la base sociale plus large que les notabilités pro-jordaniennes traditionnelles se constitue alors autour du soutien accordé à l'OLP. En 1976, elle parvient à investir la majorité des municipalités et à les transformer en une base de pouvoir quasi national. Ces nouvelles élites nationalistes prennent la direction de la lutte grâce à leur structuration au sein du Front national palestinien, puis du Comité d'orientation nationale, tous deux dominés par la gauche palestinienne (parti communiste, qawiyyîn al-⁴Arab, baassistes, etc.). La Jordanie adopte un « profil bas » tandis qu'Israël, en quête d'interlocuteur pour faire passer dans la réalité son interprétation de Camp David, tolère dans un premier temps ce nouveau leadership palestinien.

Très vite cependant, devant l'opposition unanime à ses propositions d'autonomie, Israël, en 1981-82, tente de faire émerger un leadership alternatif qui lui soit acquis, rural celui-là, avec les ligues de villages ; suite à son échec, il adopte une tactique de lutte de front avec le nationalisme palestinien, par l'éradication de ses bases tant au Liban qu'en territoires occupés. Au printemps 1982, la quasi-totalité des maires palestiniens partisans de l'OLP sont déposés, les municipalités sont dissoutes et le Comité d'orientation nationale, déjà affaibli par l'entreprise de sape menée par la Jordanie et le Fath décidés à en finir avec le Front du refus, mis hors la loi.

Le vide institutionnel

Cinq ans plus tard, l'état des forces politiques en Cisjordanie peut se résumer ainsi : tous les indices politiques manifestent la reconnaissance massive par la population des territoires occupés de l'OLP en tant que représentant légitime, symbole de l'identité nationale pales-

² Voir Xavier Baron, *Les Palestiniens, un peuple*, Le Sycamore, Paris, 1984 ; Alain Gresh, *OLP. histoire et stratégies vers l'Etat palestinien*, Spag-Paryrus, Paris, 1983.

tinienne et porte-parole reconnu à l'extérieur de la revendication de libération nationale. La population subit avec tristesse et indignation bien souvent les dissensions internes au mouvement national et à la scène politique arabe, sans parvenir toutefois à empêcher leur reproduction à l'intérieur même des territoires occupés.

Les élites favorables à l'OLP et dominées par la gauche palestinienne qui avaient animé la résistance durant toute la seconde partie des années 70 se trouvent maintenant fragilisées et marginalisées. Leurs figures les plus illustres sont soit déportées (Muhammad Milhim), soit décédées (Karim Khalaf, Fahd al-Qawâsmeh), soit encore périodiquement assignées à résidence (Ibrâhîm Daqqâq, Bachîr Barghûti), et de toute façon isolées et écartées des tâches publiques (Basâm Chakaa). Le Fath, depuis bien longtemps occupé à combattre la gauche puissante à l'intérieur, a passé des alliances dès le début des années 80 tantôt avec les islamistes, tantôt, de façon plus durable et plus lourde de conséquences, avec la Jordanie. Abandonné par le roi Hussein qui décide de faire cavalier seul en février 1986, il se retrouve maintenant démuné et silencieux devant l'accroissement de l'emprise économique et politique jordanienne dans les territoires occupés ainsi que devant les initiatives internationales hachémites qui ne peuvent qu'accroître la mise à l'écart de la centrale palestinienne. La gauche, de son côté, n'a pu surmonter la disparition des structures nationales de l'intérieur qu'elle dominait et son pouvoir se trouve contenu dans les limites de syndicats et autres associations sociales.

La Jordanie ne rassemble autour d'elle que la mince couche sociale des notabilités traditionnelles dont les intérêts économiques sont indissolublement liés à la couronne hachémite. Grâce aux encouragements d'Israël et à l'appui tacite du Fath, elle a retrouvé depuis le début des années 80, et surtout ces deux dernières années, un rôle de tout premier plan. Elle règne dans les domaines économiques, contrôlant les Chambres de commerce, et a réinvesti les structures politiques en négociant avec Israël, en 1985-86, la nomination de certains de ses partisans dans les mairies vidées de leurs élus en 1982 (Zâfir al-Maqrî, président de la Chambre de commerce de Naplouse, nommé en décembre 1985 maire de la ville avec le consentement du bout des lèvres de l'OLP, assassiné le 2 mars 1986 par des partisans du FPLP ; nomination le 28 septembre 1986 d'Abd al-Mâjid-Zir, haut fonctionnaire du département jordanien de la santé à la mairie d'Hébron, de Khalîl Mûsâ Khalîl à celle de Ramallah et de Mustafâ Tawîl à el-Bîreh).

La Jordanie bénéficie en outre du soutien plus ou moins nuancé d'une nouvelle élite, plus jeune que les notables traditionnels jordaniens et que les grandes figures du nationalisme, et appartenant à des groupes sociaux plus divers — intellectuels, journalistes, membres de professions libérales. Ces nouveaux notables (Hannâ Siniora, rédacteur en chef du *Fajr*, Fâiz Abû Rahmeh, bâtonnier de Gaza, Sâri Nusseibeh, enseignant à l'université de Biz Zeit, Bâsil Kah'ân, homme d'affaires de Naplouse), auxquels se joignent les notables pro-

jordaniens traditionnels (Ilyâs Freij, maire de Bethléem, et Rachâd Chawwâ, maire déposé de Gaza) se posent au confluent de l'OLP (dans sa tendance Fath) et de la Jordanie. Les initiatives de cette élite, cependant, n'ont fait preuve en matière de mobilisation populaire que d'une capacité très limitée.

Les événements de 1987 sanctionnent donc ce vide politique. Le seul leadership qui a pu prétendre à une représentativité réelle a été délibérément écarté par Israël et affaibli par certaines parties palestiniennes. Marginalisé et éclaté, il n'a plus de prise réelle sur la scène nationale. La mince couche des notabilités pro-jordaniennes, par un accord entre Israël, la Jordanie et le Fath, a certes récupéré le pouvoir économique et politique mais ne parvient pas à s'acquérir un quelconque soutien populaire.

Un constat

Un constat d'échec des politiques de ces Etats et mouvements a été dressé dès la fin des années 70 par des groupuscules palestiniens qui ont ensuite pris de l'ampleur. Ils en ont fait le procès en brandissant l'islam comme une alternative idéologique, politique et militaire. Leur discours radical, cependant, côtoyait une pratique ambiguë, jouant tout à la fois de la tolérance des autorités israéliennes, trop contentes d'assister à un éclatement des rangs palestiniens, et de l'indulgence sinon des encouragements de la Jordanie et du Fath dans leur lutte commune contre la gauche. Préoccupés de réislamisation de la société palestinienne comme condition même de la libération, les islamistes se sont manifestés dans les campus et dans les rues par leurs prêches certes et la fondation de multiples associations caritatives, culturelles et sportives, mais aussi par le combat violent contre les nationalistes de gauche et leur exclusion de nombre d'institutions³.

Une toute petite fraction des islamistes s'est lancée depuis l'automne 1986, avec l'aide probable du Fath, dans la lutte armée contre l'occupant au nom de l'impératif religieux de jihâd. Sur le terrain politique, le mouvement s'est cependant caractérisé de façon générale et jusqu'à une date très récente par son immobilisme face à Israël et son activisme entièrement dirigé contre la gauche palestinienne, suscitant ainsi une désapprobation certaine. Les islamistes, pourtant, par leur langue abrupte, sûre d'elle-même et éloignée des finasseries de la diplomatie, ont su — et pu — de façon beaucoup plus rapide et efficace que les nationalistes donner bon nombre de ses slogans à l'explosion récente. Il ne s'agit pas, à l'heure actuelle et sous cette forme, de trouver une solution à la question palestinienne, de soutenir un processus ou une politique. Il s'agit avant tout, pour les enfants de l'occupation, de manifester le refus global et absolu de la

3. Voir mon article « Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël », *Revue française de science politique*, avril 1986, p. 227-247 ; Alain Navarro, « Palestine : l'expansion islamiste », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 7, 3^e trimestre 1987, p. 51-66.

Territoires occupés par Israël

poursuite de l'occupation, ainsi que l'aspiration à la libération totale, à n'importe quel prix, et à la disparition de la puissance occupante. Cette jeune génération qui, depuis cinq ou six ans déjà, se manifestait individuellement par des jets de pierres contre des véhicules israéliens, se retrouve maintenant collectivement face aux forces armées d'occupation, se revendiquant de l'islam et de l'identité nationale palestinienne tout à la fois, à distance cependant des organisations qui avaient trop vite cru les confisquer.

Jean-François Legrain

Jean-François Legrain*

Territoires occupés par Israël : une insurrection à coups de pierres**

II

Tandis que le soulèvement populaire palestinien entre dans son cinquième mois, le bilan de la répression israélienne s'alourdit de jour en jour alors même qu'aucune solution politique ne s'ébauche. Le nombre de morts par balles a dépassé la centaine depuis plusieurs semaines et sa progression s'accélère après un ralentissement momentané durant la dernière décade de janvier, lors de l'adoption de la politique de bastonnade systématique. Le chiffre de 8 000 détenus est couramment avancé, plusieurs centaines d'entre eux ayant été placés en « détention administrative » (sans chef d'accusation ni passage par le judiciaire). Les blessés se comptent par centaines ; déportations, couvre-feu, interdictions de circuler, clôture de régions entières, sanctions économiques se multiplient sans parvenir cependant à venir à bout de la détermination de la population à faire durer le mouvement et à marquer sa volonté nouvelle de rompre avec toute normalisation¹.

* Chercheur au CEDEJ, Le Caire.

** Cf. la première partie de ce texte dans le numéro d'*Esprit* de mai 1988. La quasi-totalité de notre documentation accumulée en trois semaines d'enquête à Jérusalem, portant non seulement sur les derniers événements mais sur la vie politique et sociale palestinienne de ces vingt dernières années, a été saisie par la censure militaire à l'aéroport de Tel Aviv. Nous attendons sa restitution.

1. Parmi la littérature abondante suscitée par les événements dont nous avons eu connaissance, les articles suivants nous ont paru les plus pertinents : Hassan Abdullab, « Realities and facts emerge », *al-Awda weekly* (Jérusalem), 22 février 1988 ; Ammon Kapeliouk, « Le cri étouffé des Palestiniens », *Le Monde diplomatique* (MD), janvier 1988 ; *id.*, « Un Etat sans défense ? La dérive israélienne », MD, mars 1988 ; Jean-Pierre Langellier, « Quand l'histoire s'emballe... », *Le Monde*, 13 janvier 1988 ; Yehuda Litani, « From civil strife to rebellion », *Jerusalem Post* (JP), 19 décembre 1987 ; *id.*, « Inside PLO, strategic dilemma », JP, 26 février 1988 ; Yeroshua Porath, « A united uprising », *Jerusalem Post Magazine* (JPM), 4 mars 1988 ; la *Revue de la presse* du CEDEJ (Le Caire) consacra l'un de ses dossiers à l'impact du soulèvement sur la scène égyptienne dans son numéro de l'été prochain.

Unanimité nationale

Dans un premier temps, le soulèvement a pu apparaître comme un fait spontané animé par les seuls jeunes, pour la plupart originaires des camps de réfugiés de Gaza ou du nord de la Cisjordanie². Très vite pourtant, le mouvement a gagné l'ensemble de la population. Les jeunes — les enfants mêmes — ont certes continué à fournir les plus gros bataillons de manifestants, mais les adultes, après quelque hésitation, leur ont apporté un soutien désormais sans faille : beaucoup ont cessé de se rendre à leur travail en Israël, troublant l'économie du pays (le coût économique du soulèvement pour Israël a été évalué début mars par le ministre de l'Economie à plus de 300 millions de dollars ; l'absentéisme parmi les quelque 100 000 travailleurs palestiniens de Cisjordanie-Gaza employés en Israël atteint une moyenne de 40 % et oblige les dirigeants israéliens à envisager l'apport de main-d'œuvre étrangère ; 1 700 Libanais du sud, selon le ministre du Travail, ont déjà été embauchés dans les secteurs les plus touchés du bâtiment et de l'agriculture ; le ministre de l'Education a même parlé d'envoyer les écoliers israéliens achever la récolte d'agrumes)³. Les couches moyennes, souvent plus tièdes à se mobiliser, se sont jointes au mouvement ; pour la première fois quant à l'unanimité et à la durée, les commerçants ont observé une grève totale, ne levant leur rideau de fer qu'à des heures fixées⁴. Le monde rural, demeuré en marge des mouvements politiques de ces dernières années, a non seulement manifesté sa solidarité avec les citadins et les réfugiés, mais a pris l'initiative dans bien des cas ; le moindre village reculé de Cisjordanie a dressé ses barrages de pierres et de pneus enflammés, certains allant même à se proclamer « zone libre »⁵. Jérusalem-Est, arrachée dès 1967 par Israël à la Cisjordanie, est parvenue à contraindre l'occupant à rétablir *de facto* la « ligne verte » entre l'Est et l'Ouest par l'utilisation de lois d'urgence (couvre-feu, multiplication des mesures de censure) et par l'accroissement de la présence militaire⁶. Les communautés chrétiennes ont elles aussi manifesté leur complète solidarité par des communiqués et des jeûnes ; les sorties de messe à Ramallah, à Bethléem ou au Saint Sépulcre, tout comme la prière du vendredi, ont donné lieu à des manifestations de masse sévèrement réprimées⁷.

L'unanimité s'est également manifestée au niveau politique ;

2. Hirsh Goodman, « The schools hold a key to controlling unrest », *JP*, 23 décembre 1987.

3. AFP, « Menaces de récession économique en Israël », 10 mars 1988 ; Sami Aboudi, « Economic impact of the uprising », *al-Fajr weekly (FW)* (Jérusalem), 20 mars 1988 ; Yehuda Litani, « Arabs caught in labour squeeze », *JP*, 22 janvier 1988 ; Judy Maltz, « Food plants feel the pinch », *JP*, 11 mars 1988.

4. Avi Temkin et Andy Court, « East Jerusalem merchants pay price of the commercial strike », *JP*, 5 février 1988.

5. Joël Greenberg, « The 'free zones' », *JP*, 4 mars 1988.

6. Andy Court, « The curfew's price », *JP*, 24 janvier 1988 ; interview de Teddy Kollek, maire de Jérusalem, in *JPM*, 26 février 1988 ; Yehuda Litani, « A united Jerusalem is no longer united city », *JP*, 8 février 1988.

7. Communiqué des responsables de communautés, *JP*, 26 janvier 1988 ; manifestations violentes, *JP*, 1^{er} février 1988.

l'ensemble des organisations membres de l'OLP, les groupes qui en ont été exclus et les islamistes eux-mêmes, ont oublié leurs différends idéologiques dans un combat au coude à coude, traduisant ainsi dans la réalité la volonté d'unité affichée lors du dernier Conseil national palestinien d'Alger. Personne, aujourd'hui, ne peut nier qu'il s'agit d'un soulèvement national généralisé. Les mots d'ordre circulent tant à partir des haut-parleurs des mosquées qu'à l'aide des rotatives de tout bord politique (et même d'imprimantes informatiques, comme nous avons pu le constater pour un tract du jihad islamique); les murs se couvrent de graffitis de toutes obédiences et les cassettes de chants aux airs martiaux, nationalistes ou islamistes, se multiplient.

Diversité des interprétations

Quatre mois après le déclenchement des troubles, la question du leadership continue à se poser. Dans un pareil mouvement, il est bien sûr impossible, sur le coup, d'évaluer avec exactitude la réalité. Il est évident que la spontanéité doit être retenue pour rendre compte dans une grande part du déclenchement du soulèvement, mais on ne saurait sous-évaluer ensuite le rôle joué par les organisations structurées pré-existantes, sans oublier l'importance des structures mises en place dans le feu de l'action. De toute façon, le mouvement a surpris tout le monde, Arabes, Israéliens et Palestiniens eux-mêmes, laissant libre cours à diverses hésitations quant à l'interprétation à lui donner et sur laquelle fonder l'action. Doser le rôle joué par chacun revient à l'observateur et ne va pas sans prise de parti idéologique et politique.

Israël a avancé diverses explications après avoir voulu nier l'importance du phénomène, appelé à disparaître aussi rapidement qu'il avait pu apparaître : « Il n'y a pas d'insurrection populaire », affirme le chef d'Etat-major, le général Dom Shomron, le 13 décembre. Israël, à certains moments, a brandi son accusation habituelle : les événements ne pouvaient être que téléguidés de l'extérieur par l'OLP. Essence du terrorisme — refrain bien connu — l'OLP non seulement commet des crimes sur la scène internationale mais soumet également la population palestinienne des territoires occupés à de telles pressions qu'elle la contraint à mener des actions contraires à ses intérêts propres. Israël a également avancé, sans trop la développer cependant, l'interprétation du « terrorisme islamique ». Dans les deux cas, il a visiblement échoué à mobiliser l'opinion internationale et à l'associer à sa lutte au nom de valeurs communes face à des menaces mondiales. La volonté palestinienne de n'opposer à une armée suréquipée que des adolescents dotés d'élèves et des femmes a touché son but : retourner le mythe de David et Goliath si souvent manipulé par Israël. L'interprétation la plus couramment avancée maintenant par le ministre de la Défense Itzhak Rabin insiste sur l'absence de l'OLP dans le déclenchement du mouvement, spontané au début, mais entretenu ensuite par la centrale palestinienne.

Les pays arabes ont eux aussi hésité à reconnaître l'importance du phénomène. Ayant voulu faire passer au second plan la question

palestinienne lors du sommet arabe de Amman, ils se sont trouvés contraints de réorienter leur regard vers l'ouest du Golfe. Jordanie et Syrie, occupées depuis bien longtemps à marginaliser l'OLP, ont surtout avancé la thèse du mouvement spontané et de l'absence de l'OLP. Dès le 16 décembre, la presse officielle syrienne soulignait que cette « révolution populaire sonnait le glas des solutions défaitistes », expression désignant habituellement la ligne politique adoptée par M. Arafat. Le 29 janvier, le roi Hussein déclare : « Les événements dans les territoires occupés par Israël proviennent d'une réaction spontanée des Palestiniens à vingt ans d'occupation. » Le 22 février, le ministre jordanien des territoires occupés, M. Marwân Doudine, affirme : « La Jordanie ne connaît pas les dirigeants du soulèvement dans les territoires occupés. Il n'y a aucune information sur la direction véritable qui anime le soulèvement. » La pression des événements les a conduits cependant à réviser quelque peu leurs positions. Le sommet arabe extraordinaire a réaffirmé la représentativité de l'OLP et des entretiens jordano-palestiniens ont repris fin janvier.

L'OLP a manifesté elle aussi un trouble certain et une lenteur à réagir devant un mouvement dont manifestement elle n'avait prévu ni l'ampleur ni la capacité à durer. La situation, très délicate, l'obligeait à de savants dosages dans ses prises de position officielles. Aux premiers temps du mouvement, beaucoup d'observateurs ont insisté sur la participation nouvelle des islamistes et l'utilisation de slogans religieux. Pour récupérer le mouvement, il fallait que l'OLP ne heurte pas de front cette sensibilité traditionnellement hostile à ses thèses et à ses partisans. L'opération a plutôt réussi. Arafat, comme son adjoint responsable des opérations militaires et des territoires occupés, Abû Jihâd, ont souligné que le dernier CNP avait adopté l'entrée en son sein de représentants islamistes, qu'un des leurs avait même été élu au secrétariat général du conseil central de l'OLP et que les objectifs de la résistance ne différaient pas fondamentalement des leurs. Si, contrairement à ce que certains ont avancé, aucune structure politique commune ne semble avoir été mise en place (cf. *infra*), arrêt a été mis à la « guerre psychologique » et aux différends violents. Il fallait également jouer finement avec l'opinion internationale. En insistant sur son implication directe dans le mouvement, l'OLP risquait de valider la thèse israélienne du téléguidage et d'effacer la nouveauté du phénomène, seule capable de faire bouger la situation. En manifestant trop de distance, elle risquait d'accroître encore sa marginalisation dans les processus en cours. L'OLP a adopté une voie médiane, apportant manifestement des financements de soutien à la grève des travailleurs et des commerçants, et fournissant une aide logistique d'organisation à travers son réseau associatif, tout en laissant — nécessité oblige — une marge de manœuvre importante aux comités organisationnels locaux⁸.

8. L'hésitation dans l'interprétation a également touché les dirigeants américains. Le 25 février, tandis que le président Reagan soulignait les « ingérences extérieures », M. George Shultz parlait de mouvement « indigène » et de spontanéité.

Mise en place d'un leadership local

Palestiniens comme Israéliens reconnaissent que les troubles, spontanés à leur début, n'ont pu durer et prendre de l'ampleur que par la mise en place de structures organisationnelles. Des comités populaires locaux se sont auto-établis dans chaque quartier, village et camp de réfugiés de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Dans certains cas, nous avons assisté à la constitution de véritables « communes », chacun apportant ses compétences au pot commun, au-delà semblait-il de ses affinités politiques. Les comités populaires se montrent avant tout préoccupés de faire durer le soulèvement tout en protégeant au mieux la population contre d'éventuelles expéditions de colons (tours de garde, codes d'alerte, recensement et aménagement des accès au quartier pour une fermeture rapide), contre des répressions violentes de l'armée (recensement des groupes sanguins, distribution des remèdes de premier secours, cours de secourisme) ou contre un isolement prolongé (repérage des puits, réparation des fours campagnards, constitution de stocks collectifs de vivres). Dans ce même esprit d'autarcie et de rupture avec l'occupation normalisée, les terres abandonnées sont mises en culture sous le strict contrôle de la communauté. Les comités gèrent également avec les organisations politiques un certain volume d'aides financières et de dons de vivres destinés aux familles touchées par les deuils, les emprisonnements, la grève ou les couvre-feux. Avant tout orientés vers des objectifs d'ordre pratique, ces comités locaux suscitent une approbation générale et nourrissent la mobilisation populaire.

Depuis le 4 janvier, douze tracts numérotés ont successivement été distribués, portant la signature d'une « direction patriotique unifiée du soulèvement populaire palestinien », liée à l'OLP. S'étant acquis le soutien unanime des comités locaux, cette direction est parvenue par ses tracts à organiser le soulèvement, entretenant un feu continu tout en ménageant des périodes de répit à chacun. Grèves générales, manifestations, prières sont ainsi périodiquement décrétées. Les appels à la « poursuite du soulèvement », à l'entretien de « l'esprit de combat », et à la « solidarité » constituent un *leitmotiv* de ces tracts, unanimement obéis : plusieurs centaines de Palestiniens, fonctionnaires de l'administration civile israélienne (policiers, agents du fisc), ou membres de conseils municipaux, ou villageois nommés par Israël, ont ainsi démissionné ces derniers jours à l'appel de la direction unifiée.

La question de la composition de cette direction demeure très débattue⁹. Selon certaines sources palestiniennes, il s'agirait d'un comité structuré qui comprendrait une quinzaine de membres, trois pour chaque organisation importante de l'OLP (Fath de Yasser Arafat, Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache,

9. Yves Heller, « Le rôle de l'OLP dans la révolte est difficile à apprécier », *Le Monde*, 1^{er} mars 1988 ; Ammon Kapekiouk, « Unité et nouvelles formes d'organisation, les comités populaires palestiniens », *MD*, mars 1988 ; Daoud Kuttab, « The Palestinians unified command », *MEI*, 6 février 1988 ; Yehuda Litani, « Protest in territories is led by local committees », *JP*, 3 février 1988.

Front démocratique de Nayef Hawatmeh et Parti communiste palestinien) et trois pour les islamistes. S'il est probable que toutes les organisations importantes membres de l'OLP participent à cette direction, il nous semble impossible que les islamistes cosignent ses déclarations politiques. Une source palestinienne proche des islamistes nous a d'ailleurs confirmé l'incompatibilité des objectifs politiques des deux groupes, affirmant que les « religieux » de cette direction — si « religieux » il y a — appartiennent tous au Fath. Tout laisse penser que ce comité n'existe pas vraiment comme structure, la « direction » nous apparaissant plus comme un nom générique couvrant des décisions faisant l'unanimité entre des comités locaux, mais en communication constante, et les états-majors politiques. Certaines décisions, selon des sources palestiniennes, n'auraient été adoptées qu'à la majorité, les tracts portant la différence selon l'appartenance politique de leur imprimeur (le Fath, par exemple, aurait dans un premier temps refusé de s'associer à l'appel lancé aux députés palestiniens à démissionner de la chambre jordanienne ; les tracts distribués par le Fath auraient donc omis cet appel, mais nous n'avons pu vérifier).

La plate-forme politique de cette direction n'est apparue dans le détail que progressivement. Si les liens entre l'OLP et cette « direction » n'ont jamais suscité le doute, il faut attendre le troisième communiqué (18 janvier) pour qu'apparaisse la formule définitive : « Aucune voix ne s'élève au-dessus de celle du peuple de Palestine — peuple de l'OLP. Appel n° x, lancé par l'OLP/Direction patriotique unifiée du soulèvement populaire ». Les premiers tracts auraient-ils essayé de ratisser plus large, en particulier vers les islamistes ? Dès le deuxième tract, cependant, la direction définit ses revendications politiques en ces termes : droit « au retour, à l'autodétermination et à la création d'un Etat palestinien indépendant sous la direction de l'OLP ». Cette formulation se précisera peu à peu : le quatrième communiqué s'en prend aux formules de liquidation de la cause palestinienne, condamnant tous ensemble les « dirigeants de Amman, du Caire et de Tel Aviv, ainsi que leurs suppôts » et repoussant « le projet impérialiste américain et la ligne de Camp David ». La ligne absolument anti-jordanienne sera périodiquement confirmée, les tracts s'en prenant tout particulièrement au quotidien pro-hachémite *al-Nahar*, tandis que des appels à la réconciliation avec la Syrie sont lancés à partir du neuvième tract (2 mars). Le programme politique devient plus précis dans le dixième communiqué (10 mars) qui revendique « le droit de l'OLP à participer à la conférence internationale dotée de toutes les prérogatives dans le cadre d'une délégation indépendante ». Si, la question des frontières de l'Etat palestinien indépendant n'ayant jamais été abordée, la « direction » pouvait compter des islamistes, il n'en va plus de même après le 10 mars, le jihad islamique ou les Frères musulmans revendiquant toute la Palestine et refusant toute légitimité à l'Etat d'Israël.

Radicalisme et OLP

Trois mois après l'apparition de la « direction patriotique unifiée »,

la question n'est plus de savoir si l'OLP est ou n'est pas derrière le soulèvement ; il convient plutôt d'évaluer la ligne politique qui est parvenue à s'imposer en Cisjordanie-Gaza, incontournable par les structures de l'extérieur. La présence de l'OLP, en tant que cadre organisationnel, ne fait aucun doute ; non seulement la « direction » s'en revendique, mais aussi, et surtout, le mouvement n'aurait pu durer sans l'activité de la multitude d'organisations (syndicats, associations de femmes ou d'étudiants, organisations médicales, associations charitables, presse) qui se sont multipliées ces dix dernières années en lien avec les diverses organisations de la résistance. Dans le même temps, il faut remarquer que le contrôle de l'OLP de l'extérieur, en tant que décideur politique, a décliné quant aux derniers événements. Le soulèvement dans son organisation et la détermination de ses objectifs quotidiens apparaissent bel et bien comme les fruits de leaderships locaux non directement issus des organisations en tant que telles. Cette « direction » semble se déterminer indépendamment de, sinon en rupture, avec le leadership « officiel » local lié à l'actuelle ligne majoritaire de l'OLP (Hanna Siniora, rédacteur en chef du *Fajr* et Faez Abou Rahmeh, bâtonnier de Gaza). Elle les a empêchés de rencontrer George Shultz et défend une ligne différente de celle de Yasser Arafat, beaucoup plus ferme sur les questions touchant aux relations avec la Jordanie et à la représentation dans une conférence internationale.

Il est évident que les Palestiniens de l'intérieur ne prendront jamais une position publique dénonçant l'OLP, dans laquelle ils reconnaissent le symbole même de l'identité palestinienne. Les quelques sondages dont on peut disposer le prouvent tous : 95 % se reconnaissent dans l'OLP en tant que représentant unique et légitime du peuple palestinien, et le soutien apporté à la direction actuelle de l'OLP est lui aussi très fort, avec 72,2 % selon ce même sondage¹⁰. Il ne faudrait pas en conclure cependant à une identité de vue ; les prises de position politiques individuelles en territoires occupés diffèrent notablement de la ligne officielle de l'OLP. On s'aperçoit en effet, toujours selon cette même enquête, que 77,9 % des sondés affichent une préférence pour l'établissement d'un Etat palestinien démocratique sur l'ensemble de la Palestine ; la création de deux Etats côte à côte comme solution définitive n'emporte l'adhésion que de 16,9 % des sondés¹¹. 80,6 % refusent la résolution 242 comme base d'un règlement de la question palestinienne, 68,8 % considérant que la lutte armée constitue la tactique la plus efficace pour la libération nationale.

10. Sondage réalisé en juillet-août 1986 sur un échantillon de 1 024 personnes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza par Muhammad Shadid et Rick Seltzer, au profit d'*al-Fajr*, de l'Australian Broadcasting Corporation et de l'américain *Newsday*, publié in *al-Fajr Weekly*, 12 septembre 1986, reproduit in *Revue d'études palestiniennes*, n° 22, hiver 1987, p. 73-85, et commenté in *Middle East Journal*, n° 42, hiver 1988, p. 16-32.

11. Des résultats divergents apparaissent cependant dans une étude réalisée par Ephraim Yuchtman-Yaar (université de Tel Aviv) et Michel Inbar (université hébraïque). 54 % des Palestiniens de Cisjordanie accepteraient un Etat palestinien à côté d'Israël même si cette solution ne constituait pas l'idéal ; cf *JP*, 25 décembre 1988.

Ce sondage montre ainsi un écart notable entre les positions de la population des territoires occupés et celles de la direction actuelle de l'OLP. La répression et la marginalisation des élites locales porteuses de ces revendications, ainsi que la mise en avant de nouvelles élites pro-jordanienne ou proches de l'aile droite du Fath avait sans doute masqué cette réalité¹². Les derniers événements ont déchiré le voile. Méfiance et fossé idéologique demeurent cependant. Les islamistes ont accepté de taire leur différence politique avec l'OLP et de se plier au calendrier des grèves et des mouvements de masse édicté par la « direction patriotique ». Sans doute l'ont-ils fait par conviction tactique : un tel mouvement ne pouvait qu'affaiblir Israël — qu'ils appellent à détruire — et constituait une occasion pour s'acquérir un label de patriotisme qui leur faisait défaut. Cette soumission manifeste cependant leur incapacité — même à Gaza — à structurer un réel mouvement de masse.

L'adhésion massive à de telles positions peut expliquer le récent rapprochement dans les territoires occupés entre partisans de l'OLP et islamistes. Parmi les nombreux reproches adressés par ceux-ci à la direction nationale de l'extérieur figurent en premières places son abandon du principe de la lutte armée comme chemin de la libération et sa soumission aux diktats des Etats arabes qui lui ferment leurs frontières avec « l'ennemi » et l'obligent à s'insérer dans un processus négocié ; ils lui reprochent également sa volonté de plaire à tout prix à la communauté internationale travaillée par des intérêts géostratégiques identiques à ceux d'Israël. Le « radicalisme » local des jeunes partisans de l'OLP ne pouvait ainsi que rencontrer les exigences islamistes.

Les derniers événements obligent aussi l'observateur à prendre une conscience plus nette des différences dans la représentation politique sur l'échiquier palestinien entre l'intérieur et l'extérieur. Si certains, depuis longtemps, ont souligné l'importance du parti communiste en Cisjordanie, sans commune mesure avec sa présence à l'extérieur, peu ont prêté une attention suffisante à la très grande activité des partisans de lignes plus dures que celle du Fath, membres des FPLP et FDLP ; si, en effet, on tient le compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires israéliens, on peut s'apercevoir que l'appartenance à ces deux mouvements revient très souvent, pas autant que celle au Fath majoritaire en effet, mais beaucoup plus que la répartition à l'extérieur ne pourrait le laisser penser. Les élections universitaires, dans certains cas, donnent également des scores importants aux FDLP et FPLP.

Que le soulèvement se poursuive ou qu'il s'arrête terrassé par la répression (une retombée de soi-même n'est plus envisageable), la situation ne pourra plus être comme celle prévalant avant le mois de décembre dernier. Au niveau palestinien, le rapport des forces entre

12. Cf. Jean-François Legrain, « Le pouvoir en Cisjordanie : un combat à quatre », *Bulletin du CEDEJ* (Le Caire), n° 23, juin 1988.

Territoires occupés par Israël

intérieur et extérieur se trouve actuellement renversé. Pour la première fois, les Palestiniens sous occupation ont pris et maîtrisé l'initiative, mettant un terme à vingt années de suspicion, et de mépris parfois, de la part des instances de l'extérieur, souvent de soumission plus ou moins bien vécue. Le mouvement unifié de l'intérieur a contraint l'extérieur à passer d'une unité en parole à une unité de fait. L'éphémère radio palestinienne émettant depuis la Syrie du Sud, et maintenant brouillée, relevait du FPLP-CG mais ne tenait aucun propos partisan, elle était écoutée de tous. Lorsqu'il s'agira de passer à une autre étape de la lutte, l'intérieur acceptera-t-il de retrouver de simples strapontins ? Rien ne le laisse supposer.

Au niveau israélien, la ligne verte que chacun avait sciemment ou inconsciemment oubliée est réapparue avec évidence. L'occupation existe bel et bien ; faire ses emplettes à Ramallah, à Bethléem, comme à Jérusalem-Est, pour un Israélien, est un acte politique que seule l'habitude avait fait passer pour un acte normal. Le mythe de la capitale réunifiée, normalisée, a volé en éclats. Les Israéliens ont aussi été contraints à reprendre conscience que la question palestinienne se pose toujours au sein même de leur Etat. Par trois fois, les Palestiniens de nationalité israélienne ont massivement manifesté leur solidarité avec leurs frères de l'occupation ; la grève générale du 21 décembre et la marche populaire du 23 janvier ont surpris tant par l'importance de la participation que par l'unanimité ; pour la première fois, des habitants de zones réputées « intégrées », quartiers de Jaffa ou villages, tel Abou Ghosh, ont participé à la protestation¹³. La journée de la terre, le 30 mars, a aussi été l'occasion de manifestations massives.

Avec leurs pierres, les jeunes Palestiniens des territoires occupés sont parvenus à briser les habitudes palestiniennes et israéliennes. Pour combien de temps ? Parviendront-ils aussi à troubler l'immobilisme international ? Rien ne le laisse, pour le moment, supposer.

Jean-François Legrain

Jérusalem, le 11 avril 1988

13. Awad Abdel-Fattah, « Uprising draws Palestinians inside and outside green line closer together », *FW*, 6 mars 1988 ; Yosef Goell, « Joint dilemma for Israel Arabs and government », *JP*, 25 décembre 1987 ; Reuben Pedatzur, « Arabs in Israël and the uprising in the territories », *Davar*, 14-15 mars 1988, traduit in *al-Awadah*, 28 mars ; Ken Schachter, « The leaking green line », *JPM*, 4 mars 1988.